

# BULLETIN D'INFORMATION

## **SENSIBILISATION DE 200 JEUNES À KAFR EL-SHEIKH SUR LES DANGERS DE LA MIGRATION ILLÉGALE**

Le gouvernorat de Kafr El-Sheikh a discuté de la question de la migration illégale, où l'Administration de la Jeunesse de Metoubes à Kafr El-Sheikh, en collaboration avec le Centre National des Droits de l'Homme et la Direction du Travail dans le gouvernorat, a organisé une réunion de dialogue au Club Sportif de Metoubes avec la participation de 200 jeunes hommes et femmes. Le ministre adjoint de la Jeunesse et des Sports à Kafr El-Sheikh a souligné que le ministère est désireux de sensibiliser les jeunes aux dangers de la migration illégale, d'utiliser le potentiel des jeunes et d'éclairer les esprits sur les opportunités offertes par l'État aux jeunes, y compris les opportunités de formation et le lancement de grands projets nationaux visant à améliorer la vie des citoyens égyptiens. Le Dr Hazem Ali Hassan, le ministre adjoint du Travail à Kafr El-Sheikh, a parlé du concept général de la migration illégale, de son histoire et des raisons qui ont conduit à sa propagation dans les gouvernorats de la République, soulignant les risques auxquels sont confrontés les migrants financièrement, psychologiquement et moralement, ce qui peut conduire à des pertes de vies. Pendant ce temps, la conseillère Walaa Monessi, Secrétaire Générale du Centre National des Droits de l'Homme à Kafr El-Sheikh, a expliqué les efforts de l'État pour faire face à la migration illégale en promulguant les lois et règlements nécessaires, en fournissant des alternatives et des opportunités d'emploi pour les jeunes, et en facilitant les procédures nécessaires. Elle a également souligné l'importance de la sensibilisation des jeunes, en évitant l'imitation aveugle et la jalousie, et en s'efforçant de gagner de l'argent par des moyens illégitimes qui affectent négativement la sécurité et la stabilité des individus et de la société, ainsi que de fournir une opportunité de lutter contre la traite des êtres humains.



### **MATROUH DISCUTE DU RÔLE DES MÉDIAS DANS LA SENSIBILISATION AUX DANGERS DE LA MIGRATION**

Le gouvernorat de Matrouh, en collaboration avec l'Autorité générale de l'information, a organisé une conférence intitulée "Les médias et la sensibilisation aux dangers de la migration illégale". La conférence a été suivie par le major général Khaled Shaheeb, gouverneur de Matrouh ; le Dr Ahmed Yahia, responsable du secteur des médias internes à l'Autorité générale de l'information ; le maire Abdel Karim Younis, président du conseil municipal, ainsi que les Cheikhs de Matrouh ; le Dr Om El-Azz Bareek, directeur de l'administration centrale des médias à Matrouh et Alexandrie.

Parmi les intervenants figuraient le major général Nasr Salem, ancien chef des renseignements et consultant à l'Académie militaire supérieure Nasser, et le journaliste Ahmed El-Sersawi, journaliste et membre de l'Académie militaire supérieure Nasser.

Le gouverneur de Matrouh a déclaré que la conférence était le prolongement d'une série d'efforts collaboratifs entre le gouvernorat de Matrouh et l'Autorité générale de l'information, croyant en la force et au rôle des médias dans la sensibilisation et l'atteinte de toutes les zones. Il a souligné l'importance de la participation des médias et de la responsabilité sociale dans le maintien de la sécurité sociale et de la stabilité, ainsi que dans le soutien aux efforts de l'État en matière de développement global, centré sur le développement humain, dans tous les domaines, visant à atteindre une vie décente pour tous.

Il a souligné que la migration illégale est un problème complexe et interdépendant, "socialement, économiquement, politiquement et en termes de sécurité", constituant une menace pour la sécurité et la stabilité de la société. Il a mis en avant les risques encourus par les jeunes pouvant conduire à leur disparition et à la perte de vies. Il a souligné le besoin d'une sensibilisation honnête parmi notre jeunesse, qui n'a pas besoin de migration illégale, surtout avec l'Égypte retrouvant son statut international et régional, et les projets nationaux et de développement sans précédent lancés par l'État égyptien, nécessitant plus de main-d'œuvre.

Il a mis en garde les jeunes contre la migration illégale, soulignant qu'il s'agit d'un refuge dangereux exploité par les trafiquants d'êtres humains pour détruire l'avenir de nombreux individus sous prétexte d'améliorer les conditions matérielles et de vie.

Le gouverneur de Matrouh a salué les efforts de l'État par le biais de ses ministères et institutions pour freiner la migration illégale, ainsi que le rôle des différents médias, des séminaires de sensibilisation, des conférences et des ateliers organisés en collaboration avec de nombreuses entités du gouvernorat pour présenter la véritable image des dangers de la migration illégale.



### **ALEXANDRIE DISCUTE DES EFFORTS DE L'ÉTAT POUR FREINER LA MIGRATION**



Le Complexe médiatique des douanes d'Alexandrie, en collaboration avec le district douanier, a organisé un séminaire intitulé "Les efforts de l'État pour lutter contre la migration illégale", dans le cadre de la campagne lancée par le Secteur de l'information interne pour sensibiliser aux dangers de la migration illégale.

Les intervenants au séminaire comprenaient Noha Khalifa, responsable du district douanier, et le Dr Hoda El-Saati, membre du Syndicat des journalistes, ainsi que plusieurs employés du district douanier.

Le séminaire médiatique a été inauguré par Amani Saryh, directrice du complexe, soulignant l'importance de sensibiliser au phénomène de la migration illégale. Elle a souligné que malgré les efforts importants de l'État pour la contrôler, il existe encore des méthodes illégales utilisées par les trafiquants pour faciliter la migration des jeunes à travers le gouvernorat de Matrouh et vers la Libye.

### **Grèce : Récupération d'un corps et sauvetage de 45 migrants irréguliers en deux jours**



Les gardes-côtes grecs ont annoncé que les équipes de sauvetage ont trouvé 10 migrants dans une zone rocheuse sur l'île de Samos dimanche soir, suite à la récupération du corps d'un migrant et au sauvetage de 25 autres dont le bateau avait chaviré.

Les autorités ont confirmé que les opérations de recherche et de sauvetage étaient en cours tandis qu'elles ont commencé à enquêter sur l'incident.

Dans un incident séparé, les garde-côtes ont trouvé un bateau rapide transportant des migrants au large de la côte de l'île de Chios samedi. Les autorités grecques ont trouvé 20 migrants, dont deux enfants, qui étaient arrivés sur l'île.

## **FORMATION DU PERSONNEL DE SÉCURITÉ AFRICAIN DANS LA LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET LA MIGRATION IRRÉGULIÈRE À L'ACADÉMIE DE POLICE**

L'Académie de police a organisé un atelier inaugural pour la deuxième phase du programme de formation, comprenant la mise en œuvre de six cours de formation au cours des années 2024-2025, visant à former le personnel de sécurité africain à la lutte contre la criminalité organisée et la migration irrégulière. Ceci intervient conformément au protocole de coopération sécuritaire signé entre l'Académie de police égyptienne et la Direction générale de la sécurité publique du ministère italien de l'Intérieur.

Lors de l'atelier, le ministre adjoint de l'Intérieur, également chef de l'Académie de police, a accueilli Giampaolo Corta, sous-commandant de la police italienne, ainsi que des dirigeants des agences de sécurité africaines concernées par la lutte contre la criminalité organisée. Des représentants d'organisations internationales telles que l'Organisation internationale pour les migrations, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, ainsi que des représentants de l'Union européenne, de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) et de l'Office européen de police (Europol) ont également participé à l'événement. Le ministre adjoint leur a transmis les salutations du ministre de l'Intérieur.

Il a souligné toute l'attention accordée au cadre de coopération sécuritaire distingué entre les forces de police égyptienne et italienne, notamment après l'achèvement réussi de la première phase du programme de formation au cours des années précédentes. Au cours de cette phase, 305 agents de sécurité de 20 pays africains ont été formés, dans le but de renforcer leurs capacités à lutter contre la criminalité organisée et à faire face à la migration irrégulière. Le programme visait également à unifier les mécanismes opérationnels des agences de sécurité africaines et européennes et à soutenir les canaux de communication entre elles pour lutter contre ces phénomènes criminels conformément à des objectifs communs.

Cela s'inscrit dans le cadre des relations historiquement fortes entre l'Égypte et l'Italie et des efforts conjoints de communication et de coordination entre les deux pays.



## **20 000 MIGRANTS SE TROUVENT DANS LES CAMPS TUNISIENS AU NORD DE SFAX DEPUIS SEPTEMBRE**

Des milliers de migrants d'Afrique subsaharienne passent leurs journées dans les champs d'oliviers près de Sfax en Tunisie, cuisinant de la viande de poulet et résidant sous des abris en plastique, en attendant des voyages en mer périlleux vers l'Europe. Ces migrants passent leurs nuits sur des tapis usés en groupes de cinq à dix personnes.

Au moins 20 000 personnes sont dispersées dans environ 15 camps temporaires près des villes d'Amira et de Jebeniana dans le nord du gouvernorat de Sfax, au centre de la Tunisie. Ils ont commencé à construire des huttes à partir de branches d'arbres depuis la mi-septembre après avoir été expulsés et transportés en bus depuis le centre-ville de Sfax.

Les migrants sont divisés en trois groupes : des francophones dans un endroit, des arabophones dans un autre, et des anglophones dans le troisième. Bien que majoritairement des hommes, il y a aussi des femmes et des enfants venant de pays tels que la Guinée, le Soudan, la Sierra Leone, le Nigeria et d'autres.

Ces migrants vivent dans l'espoir de saisir la bonne opportunité pour monter à bord de bateaux délabrés et naviguer de manière irrégulière vers les côtes italiennes de l'Europe.

Ibrahim (un pseudonyme) est l'un de ces migrants. Il a quitté la Guinée il y a plus d'un an pour migrer en Europe afin de "subvenir aux besoins de sa mère malade et de son frère cadet." Il est arrivé en Tunisie via la frontière algérienne et a atteint les champs d'oliviers il y a trois mois, au milieu de l'hiver, après avoir marché pendant 20 jours.

Ibrahim, âgé de dix-sept ans, étudiant à l'université, déclare : "La situation ici est extrêmement difficile, même en termes d'achats. Nous nous déplaçons clandestinement. Nous pouvons sortir pour chercher du travail, mais à la fin du mois lorsque nous devons payer le loyer, ils contactent la police."

En 2023, des dizaines de milliers ont embarqué en mer, risquant leur vie, partant de Sfax, le point de départ de ces voyages en Tunisie. Ibrahim affirme : "Nous sommes à quelques kilomètres seulement de l'Europe", faisant référence aux côtes italiennes qui sont à moins de 150 kilomètres de là.

Ramadan Ben Omar, porte-parole du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, affirme que la Tunisie "se transforme en un véritable centre de détention en raison des accords de contrôle des frontières avec l'Union européenne."

Une source dans le gouvernorat de Sfax confirme : "Chaque jour, un enfant migrant naît à l'hôpital de Jebeniana, et de nombreuses femmes enceintes ne reçoivent aucun suivi médical."

La situation sanitaire menace de s'aggraver avec le début de l'été chaud. Salima, âgée de dix-sept ans, déclare : "Je suis ici pour traverser avec ma fille de quatre mois. Il n'y a ni nourriture, ni eau, ni couches pour l'enfant. Nous mettons du plastique sous ses fesses." Malgré tout, elle est déterminée à "attendre que les passeurs ouvrent les portes de départ."

Malgré les tensions et les conditions précaires, aucun des migrants ne souhaite retourner dans leur pays. Ils affirment avoir quitté leur patrie à la recherche de meilleures opportunités, avoir enduré le voyage jusqu'en Tunisie et ne pas cesser de tenter d'atteindre l'Europe.



## **APRÈS AVOIR ANNONCÉ SA VOLONTÉ DE RECEVOIR DES IMMIGRANTS SANS PAPIERS, LE MAIRE DE KANSAS CITY, AUX ÉTATS-UNIS, FAIT FACE À DE VIVES CRITIQUES**



Le maire de Kansas City, aux États-Unis, Quinton Lucas, a annoncé son intention d'attirer des immigrants sans papiers dans l'État du Missouri, car des villes sanctuaires comme New York et Denver sont actuellement submergées par les immigrants sans papiers, et il y a une pénurie de main-d'œuvre à Kansas City.

Cependant, les déclarations de Lucas ont été vivement critiquées, avec le procureur général du Missouri, Andrew Reilly, émettant une lettre critiquant le maire Lucas.

Le procureur général a déclaré : "À la lumière de l'afflux de millions d'immigrants sans papiers à nos frontières, de la perturbation du filet de sécurité sociale dans les grandes villes américaines, et dans certains cas la commission de crimes violents contre nos citoyens, le maire Lucas les encourage à venir dans notre ville."

## **Ambassadrice Nimirah Najm : Le déplacement forcé à Gaza ne respecte pas le principe de non-refoulement des demandeurs d'asile, et elle confirme : Le retour des migrants sans leur réhabilitation pour se réintégrer dans leur réalité ne donnera pas de résultats... et ils tenteront de s'échapper à nouveau**

Dr. Nimeira Najm, avocate, experte en droit international et directrice de l'Observatoire africain des migrations, a exprimé sa préoccupation quant au respect des règles du droit international à l'avenir, compte tenu des violations continues du droit international, à commencer par le génocide à Gaza, qui a entraîné une catastrophe de déplacement forcé pour plus de deux millions de personnes, observée par le monde sans aucune action réelle entreprise et sans respect du principe de non-refoulement pour les demandeurs d'asile selon la Convention de 1951 relative aux réfugiés.

Elle a regretté l'efficacité de l'étude du droit international en l'absence de respect de ses règles, dans certains pays occidentaux où les lois sont violées légalement et humainement. Elle a souligné le mouvement collectif de conscience mondiale parmi les mouvements étudiants lors de manifestations et de sit-ins dans les universités en Amérique, en France, en Australie et dans d'autres pays, ce qui nous oblige à marquer une pause lorsque nous discutons des règles de migration et de la protection des droits des migrants. La gestion des migrations doit être équilibrée avec la perte subie par les pays d'origine, dont l'Afrique a besoin pour son développement.

Cela est survenu lors de la participation de l'ambassadrice à une session intitulée "Agenda de la migration entre l'Union européenne et l'Afrique : réalisation d'un partenariat égal", qui s'est tenue pendant deux jours à Bruxelles, en Belgique, organisée par le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), le Groupe de réflexion européen sur les think tanks (ETT), l'Institut du développement outre-mer (ODI) à Londres, en collaboration avec l'Institut de l'Afrique du Nord en Suède.

L'ambassadrice Najm a souligné dans sa discussion qu'au sein du cadre des relations entre l'Union africaine et l'Union européenne sur les questions de migration, il existe des points litigieux, notamment la protection et le sauvetage des migrants, le respect des droits de l'homme, les règles d'asile et le non-refoulement sans vérifier si les demandeurs d'asile méritent un tel statut selon le droit international. Cependant, il y a d'autres questions sur lesquelles nous sommes d'accord, telles que la nécessité d'augmenter les voies de migration organisées et l'importance de diriger plus de ressources vers le développement économique en Afrique pour améliorer les conditions de vie des citoyens africains, ce qui réduira sans aucun doute les tentatives des jeunes africains de subir les horreurs de la migration irrégulière.

Najm a souligné que les migrants qui retournent après avoir été sauvés du voyage de la mort en bateau en Méditerranée retourneront pour revivre la même expérience, reflétant le degré de désespoir associé à l'absence d'opportunités en raison du manque de développement. La question du retour et de la réintégration des migrants doit être traitée de manière globale dans le cadre de programmes de développement complets. En supposant que le retour des migrants sans réadaptation pour leur réintégration dans leur nouvelle réalité ne donnera pas de résultats, mais ils tenteront à nouveau de s'échapper. Par conséquent, les programmes de réadaptation doivent tenir compte des conditions et de l'état psychologique de ces migrants et impliquer leurs communautés dans l'acceptation de leur retour.

L'ambassadrice a noté que les problèmes de réintégration sont des obstacles car certains de ceux qui ont emprunté le chemin de la migration irrégulière ont obtenu des fonds de voyage et payé les coûts de la contrebande en empruntant à des parents et des voisins pour répondre aux exigences du passeur. Par conséquent, leur retour sans rien accomplir est considéré comme une défaite, et la personne tentera nécessairement de revivre l'expérience. Elle a clarifié que la migration ne devrait pas entraîner une fuite des cerveaux dans les pays africains, car l'Afrique considère la migration comme une opportunité tandis que l'Europe la considère comme un problème. Nous n'en faisons pas assez pour freiner la migration irrégulière, donc sensibiliser aux dangers auxquels sont confrontés les migrants irréguliers et aux risques pour leur vie est crucial. Najm a souligné que la réduction de la migration est nécessairement liée à la réalisation du développement en Afrique au niveau de la base, et non seulement parmi les élites. La migration numérique et l'évitement des voies de migration irrégulières et leur impact sur la vie des esprits africains et des migrants africains sont importants. Il est important de distinguer entre les réfugiés et les migrants. La migration climatique est une priorité pour l'Observatoire africain des migrations et l'Union africaine en général.

